

## Mobilisation des maires pour le maintien de la Trésorerie de Riscle.

Services Publics



Mobilisation des maires pour le maintien de la Trésorerie de Riscle.

### Mobilisation des maires pour le maintien de la Trésorerie de Riscle.

Les vingt trois maires des communes desservies par la Trésorerie de Riscle se sont réunis jeudi 16 novembre à la salle polyvalente de Riscle pour manifester une fois de plus leur opposition à la fermeture de cette Trésorerie désormais actée et qui devrait être effective dès le 2 janvier 2018.

Les élus ne peuvent se résoudre à accepter cette décision. Alors qu'une consultation des communautés de communes sur le schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public est en cours (SDAASP), sans aucune concertation préalable, le 17 octobre, le Directeur Départemental des Finances Publiques, annonce par un courriel lapidaire, que pour une plus grande efficacité de son Administration, la Trésorerie de Riscle sera fermée et fusionnée avec celles de Marciac et Plaisance en une seule Trésorerie localisée à Plaisance. La première réaction de la communauté de communes Armagnac Adour sera de donner un avis défavorable au SDAASP a fait savoir son Président Michel Petit également maire de Saint Mont : « pourquoi approuver un schéma d'accessibilité alors qu'en pleine consultation l'Etat, co-maître d'ouvrage de ce SDAASP, n'en respecte pas les prescriptions ».

Les élus ne décolèrent pas ; dans un contexte général particulièrement défavorable qu'ils subissent de plein fouet, la liste des mauvaises nouvelles est longue ; fin de l'instruction par les mairies des demandes de cartes d'identité, cartes grises... qui devront être effectuées par les usagers via l'internet - quid des personnes non équipées d'ordinateurs, on ne permet pas aux mairies de les aider dans ces démarches alors que le SDAASP préconise le contraire -, perte du statut de ZRR pour dix de ces communes, retrait du conciliateur de justice à Riscle, non reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour les mouvements de terrains argileux consécutifs à la sécheresse de 2016, dysfonctionnements dans la prise en charge des urgences médicales, désertification médicale progressive du secteur, fermeture en catimini de la pharmacie de Barcelonne et à présent, fermeture de la Trésorerie de Riscle, c'en est trop !

Le grand public n'a pas forcément connaissance du rôle exact de la Trésorerie ; son activité ne se limite pas, loin s'en faut, à la perception des impôts et taxes ; 85% de son activité consiste en la comptabilité des collectivités (communes, communautés de communes, syndicats...) qui, outre le contrôle des comptes et leur bonne exécution, comprend une irremplaçable mission d'assistance et de conseil aux élus ; celle-ci demande une certaine proximité, déjà relative pour les communes les plus éloignées, qui sera doublée si ce funeste projet est mis en œuvre. Le Trésorier est également chargé de verser en espèces à leurs allocataires non titulaires d'un compte en banque les sommes dont ils sont bénéficiaires, il exerce là aussi un rôle social méconnu mais essentiel.

D'une manière générale, les élus déplorent la lente érosion de la présence de l'Etat dans ce secteur et ont pris la résolution d'adresser collectivement par courriel un message, à entête de chaque mairie et signé par chaque maire, à l'adresse personnelle du Ministre de l'Action et des Comptes Publics, par lequel ils lui demandent de renoncer à la fermeture de la Trésorerie de Riscle et de planifier une réunion avec le Préfet du Gers pour que l'hyper-ruralité de ce Département soit réellement prise en compte.



Les maires des communes desservies par la Trésorerie de Riscle se